



Distribution: générale

Date: 5 juin 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/8-A/5

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays — République-Unie de Tanzanie (2017–2021)

Durée	1 ^{er} juillet 2017–30 juin 2021
Coût total pour le PAM	455 675 358 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

La République-Unie de Tanzanie a progressé ces vingt dernières années sur les plans du développement économique, social et humain, mais le pays rencontre des difficultés sur la voie de la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable 2 et 17. La malnutrition chronique, une population de réfugiés grandissante, la stagnation de la production des petits exploitants et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique sont autant d'obstacles à la croissance. Aujourd'hui 50 millions, les Tanzaniens devraient être deux fois plus nombreux en 2050, et les perspectives de retour des 300 000 réfugiés que compte le pays sont incertaines.

Le plan quinquennal national de développement (2017-2021) donne la priorité à l'industrialisation et au développement humain, avec comme objectif de faire de la République-Unie de Tanzanie un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025. La République-Unie de Tanzanie adhère à l'initiative Unité d'action des Nations Unies et met en œuvre un plan d'aide au développement des Nations Unies axé sur la croissance partagée, la santé publique, la résilience, la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

L'examen stratégique Faim zéro réalisé en 2015 et 2016 sur la sécurité alimentaire et la nutrition a permis au PAM et au gouvernement de mettre le doigt sur les défis à relever et sur les solutions à mettre en place pour éliminer la faim, notamment la nécessité de renforcer les systèmes nationaux et d'adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire. Il a servi de base au présent plan stratégique de pays, qui définit comment le PAM va contribuer aux priorités nationales, non plus en menant lui-même les activités mais en mettant l'accent sur le transfert de connaissances et l'assistance technique.

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique australe
courriel: chris.nikoi@wfp.org

M. M. Dunford
Directeur de pays
courriel: michael.dunford@wfp.org

Le présent plan stratégique est en phase avec les priorités du Gouvernement, et est axé sur cinq effets directs stratégiques:

- i) Les réfugiés et les autres personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en République-Unie de Tanzanie sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise.
- ii) L'état nutritionnel des populations vulnérables des districts prioritaires s'est amélioré conformément aux objectifs nationaux d'ici à 2021.
- iii) Les petits exploitants ciblés dans les districts prioritaires bénéficient d'un meilleur accès aux marchés agricoles d'ici à 2030.
- iv) Les systèmes tanzaniens de gestion des catastrophes et de protection sociale apportent une réponse fiable aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, tout au long de l'année, y compris en période de crise.
- v) Le PAM et ses partenaires, en République-Unie de Tanzanie et ailleurs, bénéficient d'un appui visant la promotion, l'expérimentation, l'amélioration et le déploiement à plus grande échelle des innovations qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la République-Unie de Tanzanie (2017–2021) (WFP/EB.A/2017/8-A/5), pour un coût total pour le PAM de 455,7 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La République-Unie de Tanzanie compte parmi les pays les moins avancés, et est classée à la 151^{ème} place sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015. Le développement et la croissance économique que le pays a connus ces dix dernières années ont conduit ses dirigeants à se fixer l'objectif de faire de la République-Unie de Tanzanie un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025. En conséquence, le deuxième plan quinquennal national de développement (2017-2021)¹ donne la priorité à l'industrialisation et au développement humain. Cela étant, des lacunes structurelles continuent de limiter l'efficacité des programmes, surtout au niveau local. Dans le document intitulé "*Tanzania Development Vision 2025*", le Gouvernement appelle à faire de la République-Unie de Tanzanie un pays semi-industrialisé, en renforçant l'économie et en stabilisant les moyens d'existence.
2. Le pays accueille des réfugiés des pays voisins dans les régions de Kigoma et de Kagera depuis les années 1970. Le regain d'instabilité qu'a connu le Burundi en 2015 et 2016 s'est traduit par une augmentation du nombre de réfugiés dans le pays, qui s'élève aujourd'hui à 300 000, essentiellement des femmes et des enfants.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

3. *Accès à une alimentation adéquate toute l'année.* La production alimentaire est suffisante pour nourrir la population. La production de maïs couvre 120 pour cent des besoins du pays², mais les ménages les plus pauvres ont du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Le pays se classe à la 96^{ème} place sur 118, d'après l'indice de la faim dans le monde de 2016³, score jugé "grave" selon l'échelle de gravité de l'indice. La sécurité alimentaire des réfugiés est fortement tributaire de l'assistance fournie par le PAM en raison des restrictions imposées aux activités économiques et aux déplacements des réfugiés en dehors des camps.
4. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* La prévalence du retard de croissance est passée de 42 pour cent en 2010 à 34 pour cent en 2015, mais elle reste grave et supérieure à la moyenne pour l'Afrique, qui est de 30 pour cent. La prévalence de la malnutrition aiguë est quant à elle restée inférieure à 5 pour cent depuis 2004. La politique relative à l'alimentation et à la nutrition et le plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition⁴ (2016/2017-2020/2021) ont été élaborés en 2016. Des programmes nutritionnels lancés il y a vingt ans permettent de lutter contre les carences en iode, en fer et en vitamine A au moyen de la supplémentation en micronutriments, de la diversification de l'alimentation, de l'enrichissement des aliments et de différentes mesures de santé publique. Cela étant, la situation reste grave s'agissant de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans⁵. Le pays a rejoint le mouvement "Renforcer la nutrition" en 2011 et a bien progressé en 2016 dans la transformation des institutions nationales⁶.
5. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits exploitants.* La République-Unie de Tanzanie est l'un des plus grands producteurs de maïs en Afrique subsaharienne, mais la production des petits exploitants stagne: faute de liens avec les marchés, d'accès aux intrants et d'apport de valeur ajoutée, les rendements sont faibles; et les pertes après récolte s'élèvent à 40 pour cent⁷. Il y a peu de collaboration entre les organisations d'agriculteurs, les fournisseurs

¹ Ministère des finances et de la planification, juin 2016: http://www.mof.go.tz/mofdocs/msemaji/Five%202016_17_2020_21.pdf.

² FAOSTAT, 2016.

³ Indice de la faim dans le monde de 2016: <http://ghi.ifpri.org/countries/TZA/>.

⁴ Plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition, 2016.

⁵ Enquête démographique et sanitaire menée en République-Unie de Tanzanie, 2015–2016: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR321/FR321.pdf>.

⁶ Voir: <http://scalingupnutrition.org/sun-countries/tanzania/>.

⁷ *Post-harvest losses in Tanzania. Challenges and Options for Mitigation.* Tanzanian Markets-PAN Policy Brief n° 3 (2013). Voir https://docs.google.com/viewerng/viewer?url=http://www.repoa.or.tz/images/uploads/Post-harvest_losses_in_Tanzania_TM_PAN_-_English_3.pdf.

d'intrants, les négociants et les opérateurs du secteur de la transformation, et les petits exploitants – surtout les femmes – ont donc un accès limité aux techniques après récolte, aux financements, aux assurances, à l'information, aux services de vulgarisation et aux intrants. Les inégalités structurelles entre les sexes – qui font que les agricultrices ont des parcelles qui sont en moyenne 40 pour cent plus petites que celles de leurs homologues masculins⁸, ont moins de temps à consacrer aux activités agricoles, ont moins de ressources pour engager de la main-d'œuvre et investissent moins dans les cultures de grande valeur – réduisent la productivité et entravent les progrès en matière de sécurité alimentaire⁹. Les objectifs de la deuxième phase du programme de développement de l'agriculture (2017-2021) sont d'accroître le produit intérieur brut (PIB) agricole, d'améliorer les revenus des petits exploitants et d'assurer la sécurité alimentaire d'ici à 2025.

6. *Systèmes alimentaires durables.* L'agriculture contribue au PIB à hauteur de 25 pour cent mais attire peu d'investissements privés et publics, si bien que les infrastructures sont mauvaises, la création de valeur ajoutée faible et la recherche et la technologie insuffisantes. Les inégalités, qui transparaissent dans le niveau élevé de discrimination mis en évidence par l'indice Institutions sociales et égalité hommes-femmes, entravent la mise en place de systèmes alimentaires durables¹⁰. Néanmoins, dans sa stratégie nationale relative au changement climatique de 2012¹¹, le Gouvernement aborde l'adaptation, l'atténuation et différentes questions intersectorielles, en mettant l'accent sur le secteur agricole.

Environnement macroéconomique

7. La croissance annuelle du PIB, qui a été en moyenne de 7 pour cent ces cinq dernières années¹², est impulsée par les secteurs des transports, de l'exploitation minière, des communications et des finances. L'inflation des prix des denrées alimentaires a été en moyenne de 11 pour cent entre 2010 et 2016. L'économie devrait rester stable ces deux prochaines années, avec une croissance de 7 pour cent en 2017 et 2018, et une inflation annuelle qui devrait tomber à 5 pour cent¹³. La croissance agricole a été en moyenne de 4,2 pour cent ces sept dernières années. La République-Unie de Tanzanie est une voie d'approvisionnement sous-utilisée pour l'Afrique centrale, australe et orientale, qui constitue un élément important de l'économie de la région. Le chômage s'élève à 10,3 pour cent et 65 pour cent des chômeurs sont des femmes¹⁴. Les inégalités entre les sexes et les autres inégalités marquant l'environnement macroéconomique font obstacle à l'autonomisation économique des femmes et à l'avènement d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle pérenne.

Liens intersectoriels

8. Malgré la croissance économique récente, les inégalités se sont accentuées. La détérioration du coefficient de Gini s'explique par les disparités au niveau des revenus, de la localisation et entre les sexes, ainsi que par l'urbanisation; selon l'"indice d'inégalité de genre", le pays se classe à la 125^{ème} place sur 155¹⁵. Environ 65 pour cent des agriculteurs sont des femmes, et 33 pour cent des ménages sont dirigés par une femme; les processus politiques qui favorisent la participation des femmes se développent – par exemple, 36 pour cent des parlementaires nationaux sont des femmes¹⁶. La population devrait doubler d'ici à 2050; 68 pour cent des 50 millions d'habitants

⁸ À Zanzibar, les femmes détiennent un dixième des terres agricoles dans les ménages ruraux et un vingtième dans les ménages urbains.

⁹ Banque africaine de développement, 2016; Analyse différenciée par sexe du PAM en République-Unie de Tanzanie, 2017.

¹⁰ <http://www.genderindex.org/country/tanzania>.

¹¹ Stratégie nationale relative au changement climatique, 2012.

¹² Bureau national des statistiques, 2016.

¹³ Banque mondiale. 2016. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.DEFL.KD.ZG>.

¹⁴ Les chiffres de 2016 du Bureau national des statistiques montrent que le taux de chômage est plus élevé et le taux d'activité moins élevé chez les femmes que chez les hommes, chez les jeunes que chez les adultes et chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes.

¹⁵ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2015. *Rapport sur le développement humain*. New York.

¹⁶ Union interparlementaire, base de données sur les femmes dans les parlements nationaux.

que compte aujourd'hui le pays vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture, mais l'urbanisation progresse¹⁷.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

9. *Agriculture.* Les pertes après récolte sont importantes en raison de la faiblesse des rendements, du stockage défectueux des produits alimentaires, et de l'insuffisance des liens établis avec les marchés. Étant donné que différents obstacles empêchent les petits exploitants de participer de façon rentable aux marchés, la gestion des risques agricoles constitue une priorité. Ces risques sont notamment la perte de récoltes, l'accès au crédit, la variabilité des prix, les pertes après récolte, les catastrophes et les répercussions du changement climatique. La réduction des risques liés au climat et des risques de catastrophe est essentielle, tout comme le volet "moyens d'existence" de la protection sociale offerte par le Gouvernement et la progression vers l'égalité des sexes. Le secteur du maïs recèle un potentiel de croissance, car la République-Unie de Tanzanie en est le quatrième producteur en Afrique subsaharienne et les récoltes annuelles sont excédentaires.
10. *Nutrition.* Malgré la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle reste un problème économique et social majeur. L'enquête démographique et sanitaire de 2015/16 a mis en évidence les problèmes suivants en matière de nutrition: i) une prévalence du retard de croissance de 34 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans – 36,7 pour cent chez les garçons et 32,2 pour cent chez les filles; ii) une prévalence de l'anémie de 45 pour cent chez les femmes en âge de procréer et de 58 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans – 56 pour cent chez les filles et 59,5 pour cent chez les garçons; et iii) un accroissement de la prévalence du surpoids et de l'obésité, qui atteint 28 pour cent chez les femmes âgées de 15 à 49 ans. La malnutrition chronique grave et persistante, y compris dans les régions où la production céréalière est excédentaire, traduit l'existence de lacunes dans la diversification de l'alimentation et les connaissances nutritionnelles. Avec le VIH qui touche 5 pour cent de la population et une prévalence et des taux d'infection qui sont pratiquement deux fois plus élevés chez les femmes que chez les hommes¹⁸, la République-Unie de Tanzanie figure parmi les 35 pays visés par l'approche accélérée de lutte contre le VIH, qui totalisent ensemble 89 pour cent des nouvelles infections au VIH dans le monde.
11. *Changement climatique.* Pour trouver une réponse aux effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, la République-Unie de Tanzanie a rejoint la Communauté d'Afrique de l'Est et d'autres processus bilatéraux et multilatéraux. La faiblesse des capacités institutionnelles et techniques constitue un obstacle à la lutte contre le changement climatique.
12. *Fragmentation des approches relatives à la sécurité alimentaire.* Ces dernières années, les initiatives visant à favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à promouvoir la protection sociale ont été moins bien coordonnées. Comprenant bien qu'il faut renforcer la cohésion, combler les lacunes et limiter autant que possible les doubles emplois entre les programmes, le Gouvernement a élaboré des approches multisectorielles pour relever les défis et il attend des acteurs de l'aide humanitaire et du développement qu'ils respectent ces approches dans leur travail.
13. *Difficultés liées à l'égalité des sexes.* Les textes de loi adoptés récemment renforcent les rôles économiques et politiques des femmes¹⁹. Par exemple, dans le document sur la République-Unie de Tanzanie à l'horizon 2025, l'un des objectifs fixés est l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes les relations socioéconomiques et politiques et dans toutes les cultures. Des obstacles juridiques et financiers perdurent et les normes sociales concernant les relations hommes-femmes empêchent les femmes de participer pleinement au développement économique et social. Les femmes assurent 70 pour cent de la production alimentaire mais doivent faire face à plusieurs difficultés. Par exemple, elles n'ont pas accès au développement des compétences, ne

¹⁷ Banque mondiale. 2015. <http://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?page=3>.

¹⁸ *Tanzania 2011–2012 HIV/AIDS and Malaria Indicator Survey: Key Findings* et *Global AIDS Response Country Progress Report*.

¹⁹ Stratégie nationale pour la promotion de la parité hommes-femmes.

maîtrisent pas les ressources productives et sont souvent victimes d'actes de violence familiale²⁰. Les parcelles des agricultrices sont en moyenne 40 pour cent plus petites que celles des hommes et leurs rendements sont inférieurs²¹; les femmes ont moins d'heures à consacrer à l'agriculture et moins de moyens pour engager de la main-d'œuvre ou investir dans des cultures à valeur élevée²².

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

14. Le Gouvernement a fortement accru son investissement dans la protection sociale, qui s'élève aujourd'hui à 2,3 pour cent du PIB mais reste faible par rapport aux autres pays de la région. Il entend améliorer les liens entre les services sociaux et la production. Le cadre national de protection sociale, mis en œuvre au moyen du Fonds tanzanien d'action sociale, est un mécanisme de financement du Cabinet du Président qui contribue à la prestation de services sociaux et à l'amélioration des infrastructures en finançant des travaux publics et un système de transferts monétaires en faveur des citoyens vulnérables. Le mécanisme principal est le programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives, auquel participe le PAM.
15. Les priorités nationales pour l'agriculture sont traduites dans la deuxième phase du programme de développement de l'agriculture, une phase axée sur la commercialisation de la production des petits exploitants dans le cadre de l'industrialisation de l'économie, qui est un objectif du deuxième plan quinquennal national de développement. La productivité, les liens avec les marchés et la commercialisation aux niveaux national et régional constituent les domaines d'action prioritaires si l'on veut exploiter tout le potentiel productif et stimuler une croissance rurale inclusive.
16. Pour lutter contre la malnutrition chronique, le Gouvernement a notamment rejoint le mouvement Renforcer la nutrition et l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH). Le Comité directeur de haut niveau sur la nutrition coordonné par le Cabinet du Premier ministre privilégie les approches multisectorielles telles que celles qui sous-tendent les objectifs du Programme 2030, les cibles fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition.
17. Dans sa stratégie relative au changement climatique, le Gouvernement cherche à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et sociaux. L'agriculture intelligente face au climat est une priorité pour le Gouvernement et pour les donateurs, mais on constate un manque de cohérence entre les organismes de développement. C'est une chance à saisir pour le PAM, qui pourrait assumer un rôle de coordination entre les acteurs du secteur public et du secteur privé.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

18. La République-Unie de Tanzanie adhère à l'initiative Unité d'action des Nations Unies et met en œuvre la phase 2 du plan d'aide au développement des Nations Unies pour 2016-2021, dont les quatre domaines thématiques sont la croissance partagée, la santé publique, la résilience et la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et l'égalité des sexes. En 2016/17, le PAM préside le groupe de résultats thématiques pour la résilience.
19. L'initiative REACH aide le Gouvernement à lutter contre la dénutrition et à atteindre la cible 2 de l'objectif de développement durable (ODD) 2.

²⁰ République-Unie de Tanzanie: informations sur la situation des femmes victimes de violence conjugale, notamment les lois, la protection offerte par l'État et les services de soutien (2012-juillet 2015).

²¹ Banque mondiale, ONU-Femmes, Programme des Nations Unies pour l'environnement, PNUD, *The Cost of the Gender Gap in Agricultural Productivity in Malawi, Tanzania and Uganda*, 2015: <http://documents.worldbank.org/curated/en/847131467987832287/pdf/100234-WP-PUBLIC-Box393225B-The-Cost-of-the-Gender-Gap-in-Agricultural-Productivity-in-Malawi-Tanzania-and-Uganda.pdf>.

²² Analyse différenciée par sexe du PAM en République-Unie de Tanzanie, 2017.

20. Le programme commun des Nations Unies pour le nord-ouest de la République-Unie de Tanzanie (2017-2021) vise à améliorer la sécurité dans la région de Kigoma en s'attaquant aux causes de la migration, de la pauvreté et de l'insécurité. Le PAM est le chef de file du thème de l'agriculture et il travaille avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Centre du commerce international.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

21. Le PAM va poursuivre ses opérations humanitaires mais intensifier progressivement les activités relatives à l'accès des petits exploitants aux marchés, au réengagement dans la préparation aux catastrophes, à l'appui en faveur de la nutrition et à la protection sociale, une évolution bien accueillie par le Gouvernement et les autres parties prenantes.
22. Dans l'évaluation du portefeuille d'activités dans le pays réalisée en 2015, il a été noté que le PAM utilisait une théorie du changement peu convaincante pour démontrer les liens entre les activités et les effets directs, et que, même si le portefeuille traduisait la compétence technique du PAM, une certaine dispersion nuisait à l'efficacité et à la pérennité des résultats. Certaines recommandations issues de l'évaluation, à savoir, que le PAM fournisse une assistance technique et explore le potentiel des transferts de type monétaire, font partie des bases du présent plan stratégique de pays (PSP).
23. Les résultats de l'examen stratégique Faim zéro réalisé en 2015 et 2016 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui s'appuyait sur les cibles de l'ODD 2 et mettait en évidence les difficultés rencontrées par les petits exploitants et la nécessité d'adopter une approche de la sécurité alimentaire fondée sur les systèmes alimentaires, étayent aussi le présent PSP. Cet examen a été complété par des évaluations externes de la problématique hommes-femmes²³, de la nutrition²⁴, des filières agricoles, de la protection sociale²⁵ et de la résilience, réalisées en 2016²⁶.
24. Après un projet pilote mené en 2016 et 2017 dans le camp de réfugiés de Nyarugusu, on va renforcer l'assistance de type monétaire en faveur des réfugiés de façon à atteindre 260 000 bénéficiaires. Les transferts de type monétaire peuvent aider des parties prenantes telles que les commerçants locaux et les communautés d'accueil, et cette modalité a la préférence des donateurs et du Gouvernement.
25. Ces dernières années, le PAM n'a pas été perçu comme un acteur important de l'action menée au niveau national dans le domaine de la nutrition. Pour concevoir le présent PSP, on s'est donc appuyé sur une étude réalisée récemment avec l'outil analytique Comblent le déficit en nutriments et sur la politique du PAM en matière de nutrition, pour recueillir des éléments factuels destinés à étayer l'élaboration des programmes et, partant, à améliorer l'analyse de la situation nutritionnelle et la prise de décision en la matière.
26. S'appuyant sur l'initiative Achats au service du progrès, les partenaires publics et privés de filières réunis au sein de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés continueront de fournir des services agricoles aux petites exploitations, en vue d'améliorer le système des marchés agricoles, et notamment de réduire les inégalités entre les sexes et de contribuer à l'autonomisation économique des femmes et à la croissance économique d'ensemble. Les activités agricoles prévues dans le présent PSP permettront aux petits exploitants de produire des excédents commercialisables et ainsi d'accroître leurs revenus, de renforcer la résilience de leurs moyens d'existence et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Ces activités auront trait aux risques qui freinent la participation des petits exploitants aux marchés – pertes de récoltes, accès difficile au crédit, inégalités entre les sexes et variabilité des prix des denrées alimentaires. On

²³ Tanzania Gender Networking Programme, 2017, Analyse différenciée par sexe du PAM en République-Unie de Tanzanie, 2017.

²⁴ Kavishe, F. 2016. *Recommended Nutrition Strategy 2017–2020*, Bureau du PAM en République-Unie de Tanzanie.

²⁵ Institut sur les études du développement. 2016. *Social Protection Background Paper*. Brighton, Royaume-Uni.

²⁶ Groupe d'économie alimentaire. 2016. *Resilience Background Paper*, Bureau du PAM en République-Unie de Tanzanie.

accentuera la transition vers une programmation de type monétaire et vers l'intégration économique des communautés de réfugiés et des communautés d'accueil en mettant l'accent sur les zones proches des camps de réfugiés. On cherchera aussi à fournir des moyens d'existence durables aux réfugiés.

27. Le PAM apportera son soutien aux programmes de travaux publics du Gouvernement, puisque le présent PSP marque la transition entre la mise en œuvre directe d'activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et la collaboration avec le Fonds tanzanien d'action sociale: le PAM prônera l'intégration des priorités en matière de nutrition dans les systèmes nationaux de protection sociale afin de s'attaquer aux problèmes liés à la nutrition.
28. Dans l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014-2017, il a été recommandé de mettre en place des partenariats visant à améliorer les politiques et les systèmes alimentaires nationaux au moyen d'approches systématiques de développement des capacités nationales. Une nouvelle stratégie relative aux chaînes d'approvisionnement aidera l'Agence nationale des réserves alimentaires à jouer un rôle plus important dans les interventions d'urgence.
29. On continuera de partager avec le Gouvernement les enseignements tirés de l'alimentation scolaire et de l'initiative pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale menée en 2017, afin de favoriser l'adoption de pratiques optimales. Le PAM soutiendra les futures initiatives d'alimentation scolaire si le Gouvernement le demande.

2.2 Potentialités pour le PAM

30. Le PAM peut aider le Gouvernement au niveau des grandes orientations, par un travail de plaidoyer et des conseils techniques, et au niveau local en tirant parti de sa présence sur le terrain et de ses capacités en matière de chaînes d'approvisionnement. Pour ce faire, le PAM peut:
 - i) encourager le dialogue sur la politique nationale relative aux réfugiés en vue d'accroître la participation des communautés d'accueil aux activités agricoles;
 - ii) contribuer à améliorer la capacité de réaction aux chocs des systèmes nationaux de protection sociale et de gestion des catastrophes par l'entremise des institutions communautaires et publiques;
 - iii) exploiter ses atouts en matière de gestion des chaînes d'approvisionnement pour aider le Gouvernement à améliorer les systèmes alimentaires nationaux;
 - iv) aider le Gouvernement à combler les lacunes liées à la sécurité nutritionnelle mises en évidence dans le plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition; et
 - v) améliorer l'accès des petits exploitants aux services financiers et aux intrants des filières, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes.
31. En 2016, une étude externe consacrée à la protection sociale a montré que le PAM pouvait contribuer à améliorer:
 - i) les systèmes nationaux de protection sociale, en facilitant les relations entre le Département de la gestion des catastrophes du Cabinet du Premier ministre et le Fonds tanzanien d'action sociale;
 - ii) les systèmes d'alerte rapide et la préparation aux situations d'urgence, en promouvant la transposition à plus grande échelle des transferts sociaux pendant les périodes de crise;
 - iii) les interventions tenant compte de la nutrition qui sont associées au programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives, pour relier les activités de protection sociale et les résultats en matière de nutrition;
 - iv) la fourniture de spécifications techniques, les contrôles de la qualité et la surveillance des travaux publics; et
 - v) la création de moyens d'existence résilients, en tirant parti du rôle joué par le PAM dans le groupe de résultats thématiques pour la résilience relevant de la phase 2 du Plan d'aide au développement des Nations Unies.
32. Le plan d'action et l'analyse du PAM relatifs à la problématique hommes-femmes²³ ont permis de déterminer les programmes qui seraient susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes et seraient cohérents avec la stratégie nationale pour la promotion de la parité

hommes-femmes²⁷. L'effet direct stratégique 3 du PSP contribuera à l'autonomisation des femmes, compte tenu du fait que la plupart des petits exploitants agricoles tanzaniens sont des femmes. Selon la FAO, on pourrait accroître de 4 pour cent la production agricole si les terres exploitées par les femmes recevaient autant d'intrants agricoles que les terres exploitées par les hommes²⁸. Le bureau de pays a défini des mesures propres à transformer les relations entre les sexes dans chaque domaine d'activités, et des mesures contribuant à la mise en œuvre d'un PSP qui favorise l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

2.3 Réorientations stratégiques

33. Comme cela a été recommandé dans l'évaluation du portefeuille d'activités de pays de 2015 et différentes études externes, on va, dans le cadre du présent PSP, non plus fournir directement des services mais appuyer l'élaboration de programmes nationaux portant sur l'insécurité alimentaire et l'insécurité des moyens d'existence. Le PAM va réorienter son assistance vers un soutien stratégique, consultatif et technique en vue de tirer parti de ses avantages comparatifs répertoriés lors de l'examen stratégique Faim zéro et d'intégrer le travail des parties prenantes externes dans les systèmes nationaux.
34. Dans le contexte de cette réorientation, les activités du PSP seront axées sur l'amélioration de la capacité de réaction aux chocs des systèmes nationaux de protection sociale et de gestion des catastrophes et sur la fourniture d'une assistance technique. Le cadre national de protection sociale compte trois piliers et groupes de travail sur la protection sociale contributive, l'inclusion productive et les services sociaux: le PAM va centrer ses efforts sur l'inclusion productive dans les programmes de travaux publics, les subventions aux achats d'intrants agricoles, l'inclusion financière et le renforcement des moyens d'existence.
35. Le modèle opératoire de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés concourt à la réalisation de l'objectif: assurer la sécurité alimentaire dans les zones rurales. Dans ce modèle, un groupement d'acheteurs s'engage pour plusieurs années à l'égard de petits exploitants en vue de créer un changement systémique favorisant la participation des petits exploitants aux échanges commerciaux, de façon équitable pour les femmes et les hommes. Grâce à l'agrégation de la demande des acheteurs avant la plantation, les agriculteurs ont un meilleur accès aux services fournis en aval de la filière. Les prêts et les options d'assurance permettent aux agriculteurs d'investir dans la productivité et d'accéder plus facilement aux marchés; l'accès au crédit aide tout particulièrement les agricultrices à entrer sur les marchés agricoles formels.
36. Le PAM reconnaît qu'il doit s'améliorer s'agissant de tester les innovations et de les déployer à plus grande échelle. Le bureau de pays peut devenir un chef de file s'agissant de promouvoir les innovations et de les transposer à plus grande échelle, et le Gouvernement a la réputation d'encourager l'innovation en matière de développement. Dans ces circonstances, la mise en place par le PAM d'une plateforme d'essais sur le terrain constituerait une solution idéale pour tester la validité des innovations contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation des objectifs de développement durable, et leur aptitude à être transposées à plus grande échelle. L'accélérateur d'innovations du PAM, à Munich, a proposé de fournir les technologies et une équipe d'experts à l'appui de ce projet.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

37. Les activités relevant de chaque effet direct stratégique du présent PSP donnent au bureau de pays du PAM le rôle d'une organisation détentrice de connaissances qui aide les autres intervenants à comprendre les questions liées à la faim et à la nutrition aux fins d'une prise en charge par les autorités nationales. Ces activités sont adaptées au contexte et tiennent compte de la nutrition, de la résilience, de l'égalité des sexes et de la protection, conformément aux priorités

²⁷ Ministère du développement communautaire, de la parité hommes-femmes et de l'enfance. 2006
http://www.mcdgc.go.tz/data/Tanzania_-_National_Strategy_for_Gender_Development.pdf.

²⁸ FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture: Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.

du Gouvernement. Le PAM s'emploiera à apporter son assistance selon des modalités qui favoriseront l'équité et l'autonomisation, notamment en s'attaquant aux inégalités économiques entre les femmes et les hommes.

38. Le présent PSP pour 2017-2021 est cohérent avec le deuxième plan quinquennal national de développement, la phase 2 du Plan d'aide au développement des Nations Unies, le plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition, la deuxième phase du programme de développement de l'agriculture et le document sur la République-Unie de Tanzanie à l'horizon 2025 (*Tanzania Development Vision 2025*). Il intègre les enseignements tirés de l'expérience, les résultats de la consultation menée avec le Gouvernement et les autres parties prenantes et les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro et des études sur les perspectives de financement et l'égalité des sexes. Il marque une réorientation vers le redressement et la résilience à long terme grâce à l'apport d'une assistance technique et à l'adoption d'approches innovantes conçues pour s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les cinq effets directs stratégiques sont fondés sur les résultats stratégiques du PAM, les priorités du Gouvernement et l'expérience et les connaissances spécialisées du PAM.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les autres personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en République-Unie de Tanzanie sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

39. L'assistance du PAM est en phase avec la politique nationale tanzanienne concernant les réfugiés (2003) et avec le mandat humanitaire du PAM. Ce dernier suivra sa stratégie commune avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) visant à renforcer l'autonomie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition quand la situation des réfugiés se prolonge, qui s'appuie sur l'expérience acquise récemment en Ouganda pour promouvoir l'offre de perspectives économiques aux réfugiés et aux communautés d'accueil, l'accent étant placé sur la participation et l'autonomisation économique des femmes. Cela impliquera notamment d'organiser des formations sur la manutention après récolte et le matériel d'entreposage, en accord avec l'effet direct stratégique 3.
40. Le recours aux transferts de type monétaire favorisera les bonnes relations entre les réfugiés et les communautés d'accueil en créant des débouchés commerciaux et des possibilités de moyens d'existence et en soutenant les activités relevant de l'effet direct stratégique 3 et du volet moyens d'existence de l'effet direct stratégique 4. Le PAM favorisera l'inclusion financière en améliorant l'accès aux services financiers, surtout pour les femmes, et surveillera les risques potentiels.
41. Le PAM privilégiera les solutions durables à la situation des réfugiés et œuvrera avec le HCR à l'application du Cadre d'action global pour les réfugiés²⁹. Il soutiendra aussi les autres actions humanitaires pour lesquelles les capacités du Gouvernement seront insuffisantes. Au titre de cet effet direct, il est prévu que le nombre de réfugiés passe de 350 000 à 400 000 en 2017, et diminue progressivement à partir de 2020.

Domaine d'action privilégié

42. Le domaine d'action privilégié de l'effet direct stratégique 1 est l'intervention d'urgence fondée sur des activités visant le maintien de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le redressement et le rétablissement des moyens d'existence.

Produits escomptés

43. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct:
- Les réfugiés et les autres populations vulnérables bénéficient de transferts de type monétaire et/ou de vivres non assortis de conditions, pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

²⁹ Résolution A/RES/71/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, annexe I.

- Les réfugiés et les autres bénéficiaires ciblés reçoivent des espèces et/ou des vivres, bénéficient de meilleures connaissances en matière de nutrition et/ou reçoivent des aliments nutritifs supplémentaires, afin d'améliorer leur état nutritionnel.
- Les réfugiés et les communautés d'accueil bénéficient du fait que le Gouvernement accède à des évaluations factuelles de l'offre de possibilités de subsistance aux réfugiés, ce qui pourrait leur permettre d'obtenir un accès durable à la nourriture et d'améliorer leur résilience face aux chocs.

Activités essentielles

44. *Activité 1: Fournir des transferts de type monétaire et/ou de vivres aux réfugiés vivant dans les camps officiels.* Les transferts non assortis de conditions permettront de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations vulnérables. La supplémentation alimentaire en faveur des populations ciblées permettra de lutter contre la malnutrition aiguë modérée et de prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments. On complétera les transferts de vivres et plus particulièrement les transferts de type monétaire par des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui soient axées sur l'égalité des sexes et la nutrition et encouragent la consommation d'aliments riches en nutriments. Les enseignements tirés de l'expérience seront partagés avec le Gouvernement pour la définition des programmes concernant la protection sociale et l'intervention en cas de catastrophe (catégorie d'activité 1; modalité: vivres/transferts de type monétaire/renforcement des capacités).
45. *Activité 2: Fournir des données factuelles au Gouvernement et participer au dialogue sur les politiques.* Le PAM et le HCR continueront à aider le Gouvernement et les partenaires dans le cadre de missions communes d'évaluation de la situation des réfugiés, d'évaluations de la nutrition, de la protection et de la sécurité alimentaire, et d'analyses participatives de la problématique hommes-femmes, à l'appui du Cadre d'action global pour les réfugiés (catégorie d'activité 9; modalité: renforcement des capacités).

Effet direct stratégique 2: L'état nutritionnel des populations vulnérables des districts prioritaires s'est amélioré conformément aux objectifs nationaux d'ici à 2021

46. Le PAM s'attaquera aux lacunes recensées dans le plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition, dont l'objectif est que les enfants, les adolescents, les femmes et les hommes de République-Unie de Tanzanie soient mieux nourris afin de mener une vie plus saine et productive qui contribue à la croissance économique et au développement durable.
47. Le PAM s'emploiera à renforcer les capacités nationales de lutte contre la malnutrition en travaillant avec le Centre tanzanien pour l'alimentation et la nutrition à l'amélioration des capacités techniques et à l'extension de la portée des programmes. La composante de recherches permettra d'obtenir des connaissances et des informations factuelles qui éclaireront le Gouvernement lorsqu'il prendra des décisions stratégiques, concevra les programmes et définira les priorités en matière d'investissement. On mesurera cet effet direct à l'aune du renforcement de l'aptitude du secteur public à recenser, à cibler et à aider les populations vulnérables sur le plan nutritionnel, dans toute leur diversité.
48. L'étude réalisée avec l'outil analytique Comblent le déficit en nutriments a montré que les facteurs de la malnutrition chronique variaient en fonction de la région et de la situation socioéconomique et qu'il fallait adopter une approche ciblée. Le déficit en nutriments est dû au manque de variété de l'alimentation, à la dépendance à l'égard de produits de base non enrichis, au coût élevé de la satisfaction des besoins en nutriments des ménages avec les aliments disponibles sur les marchés, à la pauvreté et aux inégalités économiques. L'outil tient compte de l'évolution des besoins en nutriments en fonction de l'âge et du sexe, et aussi des situations particulières des femmes, des hommes, des filles et des garçons, pour déterminer les déficits en nutriments des différents segments de la population.
49. Dans le cadre des programmes du PAM de lutte contre le retard de croissance et de traitement de la malnutrition aiguë modérée, on distribuera des aliments nutritifs spécialisés par l'intermédiaire des établissements sanitaires et on mènera des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui seront axées sur l'égalité des sexes et la nutrition. L'effet direct stratégique 2 comprendra un soutien complémentaire à la production agricole et à l'élevage au

niveau des ménages et contribuera à la gestion des données sur la nutrition. Dans les zones pastorales, le PAM mènera des activités d'éducation nutritionnelle en vue de lutter contre le retard de croissance; ses programmes agricoles relevant de l'objectif stratégique 3 comprendront également des initiatives à dimension nutritionnelle. Le taux de malnutrition aiguë est inférieur à 5 pour cent, mais le PAM est prêt à s'attaquer à ce problème si le Gouvernement en fait la demande.

Domaine d'action privilégié

50. Les domaines d'action privilégiés de l'effet direct stratégique 2 sont les suivants: aider le Gouvernement à s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition en favorisant la collecte de données factuelles et le partage de connaissances entre les parties prenantes et mener des projets de lutte contre le retard de croissance dans certains districts. Cet effet direct contribue à la réalisation de l'ODD 3 relatif à la santé.

Produits escomptés

51. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct:
- Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à prévenir la malnutrition.
 - Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à traiter la malnutrition.
 - Les personnes vulnérables bénéficient d'une meilleure connaissance des comportements et/ou des pratiques agricoles contribuant à une bonne nutrition, en vue d'améliorer leur état nutritionnel.
 - Les populations à risque bénéficient des capacités nationales renforcées et fondées sur des éléments factuels s'agissant de répondre aux besoins nutritionnels et notamment d'offrir aux individus un accès durable à une alimentation et à une nutrition adéquates et des services de santé complémentaires.

Activités essentielles

52. *Activité 3: Assurer des services de nutrition à l'intention des populations à risque dans les districts ciblés.* Dans les districts ciblés, on assurera la distribution d'aliments nutritifs spécialisés, le traitement de la malnutrition aiguë modérée, la prévention du retard de croissance et la conduite d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui soient axées sur la nutrition et l'égalité des sexes. Le PAM soutiendra les initiatives agricoles à dimension nutritionnelle et le renforcement des systèmes de gestion de l'information. Dans les districts ciblés des zones pastorales, le PAM mènera des activités d'éducation nutritionnelle selon une approche multisectorielle pour lutter contre le retard de croissance (catégorie d'activité 6; modalité: transferts de vivres et renforcement des capacités).
53. *Activité 4: Renforcer les capacités des organismes publics participant aux programmes de nutrition.* Le PAM aidera le Centre tanzanien pour l'alimentation et la nutrition à combler les lacunes mises en évidence par le plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition et l'étude réalisée avec l'outil analytique Comblant le déficit en nutriments, et générera des informations factuelles pour étayer les actions de plaidoyer, l'élaboration des politiques et la conception des programmes aux fins de la réalisation des objectifs nationaux en matière de nutrition (catégorie d'activité 9; modalité: renforcement des capacités).

Effet direct stratégique 3: Les petits exploitants ciblés dans les districts prioritaires bénéficient d'un meilleur accès aux marchés agricoles d'ici à 2030

54. Compte tenu de la nécessité de faciliter les changements dans les systèmes de marché et de remédier aux pertes après récolte, la stratégie du PAM relative aux filières agricoles complètera la stratégie nationale de développement de l'agriculture étayant la deuxième phase du programme de développement de l'agriculture. Le PAM a participé à la conception d'un projet associant de multiples parties prenantes qui vise à améliorer le revenu de 250 000 petits exploitants dans les régions définies comme prioritaires d'ici à 2021; les agricultrices, les jeunes qui travaillent dans l'agriculture, la transformation et la distribution, les ouvriers et les petits opérateurs du secteur de la transformation agroalimentaire seront ciblés.
55. Suite aux succès engrangés en 2015 et en 2016, le modèle sera utilisé pour appuyer 50 000 agriculteurs d'ici à la fin de la saison 2016/17, et 250 000 d'ici à 2021, dont 50 pour cent seront des femmes, ou 30 pour cent si cela se révèle irréalisable. Les petits producteurs qui pratiquent une agriculture de semi-subsistance, en particulier les femmes, et exploitent moins de deux hectares, seront ciblés par les organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans les régions visées.
56. Pour lutter contre les effets négatifs du changement climatique, le bureau de pays va travailler avec le Gouvernement par l'intermédiaire du Cabinet du Vice-Président, qui est compétent pour les questions environnementales, en vue de transposer à plus grande échelle le projet pilote du PAM sur les services climatiques et d'intégrer ce projet dans les interventions, notamment l'initiative en faveur de la résilience des communautés rurales.
57. Cet effet direct stratégique tiendra compte de la nutrition et favorisera l'évolution des relations entre les sexes, et il sera axé sur la diversification des cultures, l'investissement dans les techniques favorisant l'autonomisation des femmes, et l'intégration d'activités de communication qui visent à faire évoluer la société et les comportements et soient axées sur la nutrition, dans les formations agricoles.

Domaine d'action privilégié

58. L'effet direct stratégique 3 porte sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité chez les petits exploitants – faible productivité, mauvaise gestion des risques, barrières à l'entrée sur les marchés et inégalités entre les sexes – en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et de renforcer les capacités institutionnelles pour aider ce groupe cible.

Produits escomptés

59. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct:
 - Les petits exploitants ciblés tirent parti de l'appui du PAM en faveur des filières pour accéder plus facilement à des marchés lucratifs et améliorer leurs revenus.
 - Les petits exploitants ciblés tirent parti de la disponibilité accrue de services financiers et d'assurance pour améliorer leur production et leurs revenus.
 - Les petits exploitants ciblés tirent parti de la disponibilité accrue de services et de produits d'agriculture intelligente face au climat pour améliorer leur productivité et leurs revenus et atténuer les effets négatifs du changement climatique.
 - Les petits exploitants ciblés tirent parti d'un meilleur accès aux infrastructures familiales et communautaires de stockage pour réduire les pertes après récolte et améliorer leurs revenus.

Activités essentielles

60. *Activité 5: Fournir un appui en faveur des filières à l'intention des petits exploitants.* Le PAM appuiera les partenariats entre les acteurs du secteur privé et ceux du secteur public pour fournir des services de crédit et d'assurance, remédier aux causes des pertes après récolte concernant les cultures importantes, donner accès aux services de vulgarisation, aux intrants et aux marchés, et s'attaquer aux inégalités structurelles dont souffrent les agricultrices (catégorie d'activité 7; modalité: renforcement des capacités).

61. *Activité 6: Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat et la diversification des cultures auprès des petits exploitants.* On étudiera les possibilités offertes par la gestion des risques innovante et les produits de transfert et de gestion permettant aux petits exploitants de s'adapter aux chocs climatiques (catégorie d'activité 7; modalité: renforcement des capacités).

Effet direct stratégique 4: Les systèmes tanzaniens de gestion des catastrophes et de protection sociale apportent une réponse fiable aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, tout au long de l'année, y compris en période de crise

62. Le cadre national de protection sociale permet au PAM et aux acteurs du développement d'aligner leurs programmes sur les objectifs nationaux. L'effet direct stratégique 4 contribue aux objectifs 3 (concevoir et mettre en œuvre de nouveaux programmes de protection sociale), 4 (élaborer un système intégré de fourniture de la protection sociale), 5 (mettre en place des mécanismes permettant de suivre et évaluer les programmes de protection sociale) et 6 (renforcer la transparence et la responsabilité dans la fourniture de la protection sociale) du cadre national de protection sociale.
63. Le PAM contribuera au programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives grâce aux modalités suivantes: i) des transferts non assortis de conditions en faveur des ménages remplissant les conditions requises; ii) des transferts assortis de conditions pour encourager l'investissement dans l'éducation, la santé et la nutrition; et iii) des transferts saisonniers assortis de conditions pour renforcer les actifs utiles à la subsistance et garantir l'accès à la nourriture pendant les périodes de soudure, grâce à des travaux publics. Le PAM s'appuiera sur son expérience pour favoriser l'élaboration de programmes réactifs face aux chocs et propres à faire évoluer les relations entre les sexes dans le domaine de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe.
64. La loi de 2015 sur la gestion des catastrophes établit le cadre institutionnel et financier de la gestion des catastrophes. Le PAM travaille avec le Département de la gestion des catastrophes au renforcement des capacités des systèmes nationaux de préparation et d'intervention en cas de crise s'agissant d'évaluer les capacités logistiques, et à l'établissement d'un fichier d'agents mobilisables pour les interventions d'urgence. Le PAM aidera le Département de la gestion des catastrophes à réévaluer les emplacements des plateformes d'intervention d'urgence, dans lesquelles on stocke une quantité limitée d'articles non alimentaires, afin de garantir l'efficacité et un bon rapport coût-efficacité, et à étudier la faisabilité d'une transformation des installations en un centre de préparation et d'intervention en cas d'urgence parfaitement équipé, compte tenu du projet de déplacement de la capitale de Dar es-Salaam à Dodoma.
65. Le PAM aidera l'Agence nationale des réserves alimentaires à améliorer les systèmes alimentaires et à appuyer les petits exploitants, femmes et hommes, comme suit:
- il achètera des denrées alimentaires destinées aux opérations conduites par le PAM en République-Unie de Tanzanie et ailleurs;
 - il soutiendra l'Agence nationale des réserves alimentaires au moyen d'un renforcement des capacités intéressant les activités en rapport avec les filières pour améliorer la compétitivité et l'efficacité;
 - il améliorera les mécanismes d'application de critères de qualité aux céréales achetées, entreposées et distribuées aux populations vulnérables; et
 - il mettra en place des systèmes d'information et créera une base de données sur les petits exploitants.
66. Le PAM appuiera l'amélioration des capacités dans la chaîne d'approvisionnement au moyen d'une approche par étape visant à sous-traiter la mouture du maïs au secteur privé à mesure que l'enrichissement des aliments sera plus courant. Il mettra en place des systèmes d'achat de maïs aux petits exploitants, en vue de le moulin et de l'utiliser dans les rations destinées aux réfugiés. Grâce à cette approche, on intègre les effets directs stratégiques 1 et 3 en établissant des liens entre les exploitants et les moulins et en créant des sources de revenu durables, tant pour les femmes que pour les hommes.

67. Le PAM continuera d'aider les communautés dans le cadre d'activités 3A, actuellement soutenues par le projet communautaire Faim zéro Saemaul. Les activités seront progressivement intégrées dans les programmes du Fonds tanzanien d'action sociale. Le PAM apportera une assistance technique au Fonds tanzanien d'action sociale concernant différents aspects des programmes de travaux publics et du programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives, notamment le ciblage, la conception et la qualité des programmes de travail, le renforcement des capacités des collectivités locales, l'intégration et la transposition à plus grande échelle.
68. Le PAM continuera d'appuyer les services liés à la chaîne d'approvisionnement, en particulier les achats, la logistique, les technologies de l'information et les communications, dans le cadre du modèle Unis dans l'action ou par l'intermédiaire de parties prenantes du secteur public le cas échéant.

Domaine d'action privilégié

69. Le domaine d'action privilégié de cet effet direct est le renforcement de la résilience face aux chocs grâce à l'amélioration des systèmes nationaux et à la définition de nouveaux mécanismes permettant d'obtenir des effets durables en matière de protection sociale.

Produits escomptés

70. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct:
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient du fait que le Gouvernement est plus à même d'élaborer et de gérer des filets de sécurité et, partant, de mieux satisfaire leurs besoins essentiels.
 - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient du fait que le Gouvernement est plus à même d'étendre les filets de sécurité en cas de choc et, partant, de satisfaire leurs besoins essentiels sans interruption.
 - Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées bénéficient de la construction d'actifs communautaires pérennes contribuant à améliorer la sécurité alimentaire.
 - Les communautés vulnérables en République-Unie de Tanzanie bénéficient du fait que le PAM assure des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information à l'intention des partenaires de développement, et bénéficient aussi du renforcement des capacités de ces partenaires qui contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et des programmes humanitaires.

Activités essentielles

71. *Activité 7: Aider à renforcer les capacités des organismes publics chargés de la sécurité alimentaire.* Le PAM travaillera avec le Fonds tanzanien d'action sociale, le Département de la gestion des catastrophes, l'Agence nationale des réserves alimentaires, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches et avec d'autres ministères en vue:
- d'aider le Fonds tanzanien d'action sociale à améliorer les résultats de ses programmes en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et leur réactivité face aux chocs;
 - de renforcer les capacités nationales de préparation et d'intervention en cas d'urgence;
 - de fournir une assistance technique en matière d'analyse des marchés et de surveillance de la sécurité alimentaire;
 - de renforcer les compétences de l'Agence nationale des réserves alimentaires; et
 - d'aider les communautés en situation d'insécurité alimentaire dans les districts ciblés à renforcer leur résilience face aux chocs en créant des actifs communautaires pérennes qui répondent aux priorités et favorisent l'autonomie des femmes, des hommes, des filles et des garçons, selon qu'il convient (catégorie d'activité 9; modalité: renforcement des capacités, vivres/transferts de type monétaire).

72. *Activité 8: Mettre à la disposition des partenaires des moyens, des connaissances spécialisées et des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information.* Le PAM fournira des services liés à la chaîne d'approvisionnement et d'autres services pour permettre aux tiers d'atteindre leurs objectifs relatifs aux ODD; ces services faciliteront notamment: la gestion des achats, le dédouanement, l'entreposage, la gestion des stocks, la vérification, le transport, la livraison et les technologies de l'information.

Effet direct stratégique 5: Le PAM et ses partenaires, en République-Unie de Tanzanie et ailleurs, bénéficient d'un appui visant la promotion, l'expérimentation, l'amélioration et le déploiement à plus grande échelle des innovations qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030

73. Grâce à l'effet direct stratégique 5, on aide le Gouvernement à atteindre les objectifs du deuxième plan quinquennal national de développement qui vise les cibles de l'ODD 2 et traduit la nécessité de libérer la créativité du secteur privé et des autres parties prenantes s'agissant d'exploiter les avantages comparatifs de la République-Unie de Tanzanie et, partant, dynamiser la productivité, renforcer l'innovation, favoriser l'intégration économique et intensifier la participation aux filières régionales et mondiales.
74. Aidé par l'Accélérateur d'innovations de Munich, le bureau de pays teste des approches innovantes telles que le concours XPRIZE, l'application du PAM pour les agriculteurs, les programmes adaptatifs ou encore l'outil "Farm from a Box".
75. La plateforme tanzanienne pour l'innovation sur le terrain accueillera le réseau mondial du PAM de concepteurs, d'experts, d'entrepreneurs, d'établissements universitaires, de fondations et d'organisations du secteur privé, en vue de trouver des idées et des talents susceptibles de solutionner les problèmes rencontrés dans les programmes du PAM et de ses partenaires. Elle dotera les entrepreneurs locaux des compétences nécessaires pour stimuler l'innovation, trouver des solutions au problème de la faim et corriger les inégalités entre les sexes. Elle favorisera également la coopération Sud-Sud en facilitant les partenariats entre parties prenantes locales et régionales. L'effet direct stratégique 5 bénéficiera des conseils formulés par les centres d'excellence du PAM aux fins de la réalisation de l'ODD 17 et de la mise en œuvre de l'initiative Unité d'action en République-Unie de Tanzanie.

Domaine d'action privilégié

76. L'effet direct stratégique 5 contribuera au renforcement de la résilience et au relèvement des défis du développement en optimisant les connaissances et les outils pertinents. Il est axé sur des idées innovantes qui répondent aux priorités nationales et qui pourraient déboucher sur des solutions innovantes aux problèmes de la faim.

Produits escomptés

77. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct:
- Les personnes vulnérables en République-Unie de Tanzanie bénéficient du fait que les partenaires humanitaires et les partenaires de développement disposent d'un meilleur accès à des programmes d'assistance innovants, car elles reçoivent ainsi un soutien plus efficace, y compris en temps de crise.

Activités essentielles

78. *Activité 9: Apporter aux partenaires et aux populations ciblées un soutien axé sur l'innovation.* En collaboration avec l'Accélérateur d'innovations et avec ses partenaires, le PAM créera un environnement propice à la transposition à plus grande échelle des solutions innovantes appuyant la réalisation des objectifs de développement durable. Les innovations performantes bénéficieront de l'appui de l'Accélérateur d'innovations sous diverses formes: aide à la transposition à plus grande échelle, soutien stratégique et appui à la gestion des projets, outils de mise en œuvre et stratégies publicitaires. La plateforme pour l'innovation sur le terrain proposera des ateliers et des conférences et deviendra au final un centre local d'innovation qui favorisera les partenariats avec le Gouvernement, les établissements universitaires, les organisations de la société civile et les entrepreneurs (*catégorie d'activité 10; modalité: renforcement des capacités et fourniture de services*).

3.3 Transition et stratégies de retrait

79. En améliorant les systèmes nationaux dans le contexte du présent PSP et au cours des 13 prochaines années, le PAM aidera le pays à atteindre les objectifs du Programme 2030 et, à terme, se retirera de la République-Unie de Tanzanie. La stratégie de retrait, qui sera affinée dans les deux prochains PSP qui seront établis entre 2021 et 2030, sera axée sur l'assistance à apporter au Gouvernement pour l'aider à établir des systèmes nationaux solides en matière de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. Le PAM prévoit de fournir un appui technique aux fins de la mise en place de modèles fonctionnels viables qui ne nécessiteront pas d'aide extérieure.
80. L'existence d'un secteur agricole moderne, industrialisé et respectueux de l'égalité des sexes contribuera à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des petits exploitants en permettant d'obtenir des rendements plus élevés de cultures diversifiées et nutritives. L'amélioration de la logistique et des chaînes d'approvisionnement nationales, obtenue avec l'appui du PAM, débouchera au final sur la mise en place de systèmes alimentaires nationaux résistants aux chocs.
81. L'action de plaidoyer conduite par le PAM en faveur de la conception de solutions durables pour les réfugiés contribuera au renforcement des capacités nationales d'action humanitaire et à la création de communautés résilientes en vue de faciliter la réduction progressive de l'assistance assurée par le PAM. Celui-ci travaillera aussi avec les communautés d'accueil et les réfugiés dans le cadre d'activités relatives à la protection sociale et aux débouchés commerciaux offerts par l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés, et procèdera à des transferts de type monétaire pour stimuler l'économie locale.
82. En épaulant l'établissement d'une base d'éléments factuels fiables dans le cadre du plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition, le PAM contribuera à l'instauration d'une sécurité nutritionnelle durable en vue du transfert progressif des responsabilités à un réseau d'acteurs publics et nationaux dotés des capacités requises.
83. L'investissement initial du PAM dans la création de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés puis dans l'appui à celle-ci vise à promouvoir l'autonomie des agriculteurs en assurant la prestation de services agricoles par l'intermédiaire de partenariats avec le secteur public, en vue du transfert au bout du compte des responsabilités au Gouvernement et à des fins de durabilité sur le long terme.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

84. Le nombre de bénéficiaires au titre de l'effet direct stratégique 1 est susceptible d'être révisé, soit en conséquence de vérifications effectuées par le HCR, soit dans le cas où des solutions durables sont trouvées pour un grand nombre de réfugiés. Le PAM ciblera 100 pour cent des réfugiés aussi longtemps que la politique actuelle de maintien dans les camps sera appliquée, mais envisagera l'apport d'une assistance ciblée si la politique venait à changer. Le tableau 1 ne tient pas compte des bénéficiaires des activités suivantes: communication visant à faire évoluer la société et les comportements, appui en faveur des petits exploitants, développement des capacités et assistance technique.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES ET DE TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique		Femmes/filles	Hommes/garçons	Total
1	Activité 1: Distributions générales de vivres – vivres/transferts de type monétaire	204 000	196 000	400 000
2	Activité 3: Nutrition – vivres	132 652	52 276	184 928
4	Activité 7: Assistance alimentaire pour la création d'actifs – vivres	3 266	3 137	6 403
Total		338 918	251 413	591 331

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (en grammes/personne/jour) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (en dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Type de bénéficiaires	Effet direct stratégique 1							Effet direct stratégique 2				Effet direct stratégique 4
	Activité 1							Activité 3				Activité 7
	Distributions générales de vivres	Distribution aux patients hospitalisés	VIH/tuberculose	Prévention du retard de croissance - Femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention du retard de croissance - Enfants 6-23 mois	Malnutrition aiguë modérée - Enfants 6-59 mois	Micronutriments en poudre - Enfants 24-59 mois	Malnutrition aiguë modérée - Femmes enceintes et mères allaitantes	Malnutrition aiguë modérée - Enfants 6-59 mois	Prévention du retard de croissance - Femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention du retard de croissance - Enfants 6-23 mois	Activités 3A
Modalité	Vivres/transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres
Céréales	380	200										400
Légumes secs	120	100										70
Huile	20	20		20				20				30
Sel	5	5										
Sucre												
SuperCereal avec sucre	50	200		100								
SuperCereal sans sucre			200					230		250		
SuperCereal Plus					100	200			200		200	
Micronutriments en poudre							0,5					
Kcal/jour	2 151	2 003	752	558	394	787		1 041	787	939	787	1 951
% kcal d'origine protéique	12,1	13,9	16,3	11,1	16,6	16,6		13,5	16,6	16,3	16,6	9,8
Espèces (dollars/personne/jour)*	0,32											
Nombre de jours d'alimentation	365	365	365	365	365	365	365	365	365	365	365	180

* Valeur des transferts pilotes de 2016: ne comprenaient ni huile ni SuperCereal avec sucre, qui étaient donnés en nature. Une nouvelle valeur sera déterminée en juillet 2017 sur la base d'une analyse du marché.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transfert de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	90 821	34 207 652
Légumes secs	26 965	12 276 028
Huile et matières grasses	9 710	9 532 645
Aliments composés et mélanges	36 239	24 966 599
Poudre de micronutriments et sel iodé	1 161	729 369
Total des produits alimentaires	164 896	81 712 293
Transferts de type monétaire		184 333 500
Total des produits alimentaires et des transferts de type monétaire et valeur	164 896	266 045 793

85. La ration des distributions générales de vivres associées à l'effet direct stratégique 1, qui se compose de farine de maïs, haricots ou pois cassés, SuperCereal, huile végétale enrichie et sel iodé, permet de satisfaire les besoins énergétiques minimums journaliers, soit 2 100 kcal par personne et par jour. Les patients hospitalisés dans les centres de santé des camps de réfugiés reçoivent des rations ajustées; les personnes qui suivent un traitement contre le VIH/sida ou la tuberculose et souffrent de malnutrition recevront des rations à emporter de SuperCereal. Les activités de prévention du retard de croissance cibleront les femmes et les filles enceintes et les mères allaitantes, qui recevront du SuperCereal et de l'huile; les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront du SuperCereal Plus. Des micronutriments en poudre seront distribués dans les camps de réfugiés aux enfants âgés de 24 à 59 mois pour éviter les carences. Au titre de l'effet direct stratégique 2, les femmes et les filles enceintes et les mères allaitantes recevront de l'huile et du SuperCereal si elles souffrent de malnutrition aiguë modérée, et sinon du SuperCereal pour éviter le retard de croissance.
86. La valeur des transferts de type monétaire a été calculée sur la base d'un choix type d'aliments qui répondait aux préférences des réfugiés et constituait un assortiment alimentaire nutritif acheté au prix du marché local. La modalité de transfert employée pour les distributions générales de vivres et les programmes nutritionnels dépendra d'évaluations régulières des prix et des marchés. Le recours aux transferts de type monétaire devrait progresser au cours du PSP. Le PAM s'appuiera sur les systèmes publics pour effectuer les transferts, en vue de renforcer les capacités nationales en matière d'assistance alimentaire et assistance de type monétaire. Sur la base des activités pilotes de 2016, la proposition relative à l'expansion des transferts de type monétaire comprendra un examen des possibilités offertes par l'emploi des cartes de la plateforme de gestion SCOPE³⁰. Les décisions ayant trait aux transferts de type monétaire seront éclairées par des analyses du marché, de la sécurité et de la problématique hommes-femmes.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

87. L'assistance fournie par le PAM aux fins de l'amélioration des systèmes nationaux mettra l'accent sur la génération de connaissances et le renforcement des capacités techniques aux niveaux national et local, notamment par l'intermédiaire du Fonds tanzanien d'action sociale, comme l'a demandé le Gouvernement. Le PAM appuiera les politiques et les priorités du Gouvernement selon une approche fondée sur des données factuelles qui englobera l'assistance technique, la mise en commun des expériences, l'intégration de la problématique hommes-femmes, la promotion de la coopération Sud-Sud et l'établissement de partenariats favorisant la complémentarité.

³⁰ Plateforme de gestion numérique des bénéficiaires et des transferts du PAM.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

88. La République-Unie de Tanzanie est en passe de devenir une voie d'approvisionnement pour l'Afrique centrale, australe et orientale: le port de Dar es-Salaam traite déjà 14 pour cent des importations et des exportations des pays voisins et pourrait en traiter davantage. La plateforme du Mécanisme de gestion globale des vivres de Dodoma fournit le maïs aux autres pays de la région.
89. Pour le PAM, le pays est un lieu d'achat de produits alimentaires idéal car il produit du maïs qui n'est pas génétiquement modifié. Le Mécanisme de gestion globale des vivres établi à Dodoma fournit actuellement du maïs aux autres pays de la région environnante. Ces dernières années, le PAM a acheté 300 000 tonnes de maïs pour approvisionner le Burundi, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, la Somalie, le Soudan du Sud, l'Ouganda et le Zimbabwe, et a transporté 700 000 tonnes de vivres ayant transité par Dar es-Salaam pour être livrés dans sept pays de la région. Étant donné que la République-Unie de Tanzanie pourrait accueillir jusqu'à 400 000 réfugiés en 2017, il est essentiel de disposer d'une chaîne d'approvisionnement efficace depuis les entrepôts des camps de Dodoma, Mtendeli, Nduta et Nyarugusu.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

90. Le PSP positionne le bureau de pays comme un partenaire contribuant à la réalisation des ODD. Ce résultat sera obtenu grâce à des actions de communication et de plaidoyer menées auprès du Gouvernement, des donateurs, de la société civile, du secteur privé et des autres partenaires. Le budget du portefeuille de pays repose sur une analyse des besoins, y compris dans les bureaux auxiliaires, du profil du personnel, des besoins en formation, du développement technique et des moyens informatiques. Il prévoit une amélioration initiale des capacités externes en matière de nutrition, problématique hommes-femmes, protection sociale, innovation, chaîne d'approvisionnement, suivi et évaluation et analyse et cartographie de la vulnérabilité; des ressources sont allouées à la formation du personnel, et une augmentation du nombre de membres du personnel national occupant des postes de responsabilité et de membres du personnel du PAM intégrés dans des organismes publics est prévue.
91. Le budget du portefeuille de pays tient compte d'analyses des besoins dans les bureaux auxiliaires, des besoins en formation du personnel, du développement technique et des moyens informatiques, en relation avec les priorités nationales.

4.5 Partenariats

92. Le premier partenaire du PAM sera le Gouvernement, notamment: le Cabinet du Premier ministre, le Centre tanzanien pour l'alimentation et la nutrition, le Département de la gestion des catastrophes du Cabinet du Premier ministre, l'Agence nationale des réserves alimentaires, l'Institut national des transports, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé, le Ministère du développement communautaire, de la parité hommes-femmes et de l'enfance, le Département du Cabinet du Président chargé de l'administration régionale et des collectivités locales et les Autorités portuaires tanzaniennes.
93. Le PAM collaborera avec le secteur public et le secteur privé pour mettre leur expérience et leurs ressources financières au service des innovations contribuant à l'élimination de la faim, notamment en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement et les projets agricoles. L'Accélérateur d'innovations est le principal partenaire en matière d'innovation, et le PAM favorisera les initiatives locales innovantes.
94. Les ONG sont des partenaires d'exécution majeurs. Pendant la mise en œuvre du PSP, on déterminera de nouvelles possibilités de collaboration et on maintiendra les partenariats existants qui portent sur le suivi et évaluation et les programmes favorisant l'évolution des relations hommes-femmes. Le PAM continuera à renforcer les capacités des ONG locales et à collaborer avec les organisations de la société civile et d'autres partenaires nationaux.

95. Le PAM œuvre activement au sein de l'équipe de pays des Nations Unies et préside le groupe de résultats thématiques pour la résilience. Il collaborera: avec le HCR pour mobiliser des fonds en faveur des réfugiés, avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le domaine de la nutrition, et avec la FAO et le Fonds international de développement agricole dans les domaines de la sécurité alimentaire et du soutien à l'agriculture. La République-Unie de Tanzanie adhérant à l'initiative Unité d'action des Nations Unies, les activités de tous les organismes des Nations Unies qui y sont à l'œuvre sont présentées dans un seul descriptif de projet et s'accompagnent d'un budget unique, au titre de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

96. Les activités du PSP seront suivies conformément aux politiques et aux approches du PAM en la matière. Les données de référence et les cibles associées aux indicateurs d'effet direct seront établies pendant les trois premiers mois de la mise en œuvre du PSP, et le bureau de pays et ses partenaires assureront conjointement le suivi des opérations en vue d'en optimiser l'efficacité et de garantir la qualité des données. Les indicateurs d'effet direct et de performance figurant dans le plan de gestion de la performance du bureau de pays seront évalués conformément aux prescriptions institutionnelles minimales en la matière. Il incombe aux autorités nationales d'assurer le suivi des ODD et des indicateurs nationaux, et le PAM fournira une assistance s'il y est invité. Les indicateurs d'effet direct, de produit et de processus seront ventilés par sexe et par âge et seront rattachés à des données de référence. Un processus de suivi et évaluation tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes appuiera l'obligation redditionnelle et permettra de déterminer les ajustements à apporter aux activités du PAM.
97. Le plan de suivi fixera la fréquence et la méthode de collecte de données pour chaque indicateur figurant dans le cadre logique. Certaines activités seront examinées périodiquement et un examen à mi-parcours permettra de dégager des éléments utiles à l'ajustement des programmes. Le bureau de pays emploiera les techniques de collecte de données les plus récentes pour optimiser les coûts et améliorer l'efficacité.
98. On procédera à un examen à mi-parcours du PSP en milieu d'année 2019 et à une évaluation finale la dernière année. Le bureau de pays appuyé par le Bureau régional et le Siège fera réaliser en 2019 une évaluation décentralisée des activités relatives à la nutrition.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

99. La dégradation de la situation sécuritaire dans les pays voisins pourrait entraîner des afflux de réfugiés plus importants que prévu. Pour maîtriser ce risque, le PAM et le HCR aident le Gouvernement à mettre en place des mécanismes d'assistance durable à l'intention des réfugiés et à renforcer la cohésion entre les réfugiés et les communautés hôtes. Le bureau de pays est bien conscient que le financement destiné à l'effet direct stratégique 1 est à la merci de facteurs tels que l'évolution des priorités des donateurs, l'apparition d'autres situations d'urgence ou le déclenchement d'une crise financière. Le risque que les donateurs retirent leur appui est faible.
100. Le pays s'emploie actuellement à déplacer son gouvernement de Dar es-Salaam à la nouvelle capitale Dodoma. Le PAM et ses partenaires soutiennent ce changement et ils seront flexibles et s'adapteront aux priorités nationales concernant l'emplacement des bureaux des institutions des Nations Unies, en affectant le personnel essentiel aux lieux stratégiques, en fonction des besoins.

Risques programmatiques

101. Le registre des risques, régulièrement mis à jour, continuera à orienter les actions de préparation et d'atténuation des risques. L'approche de programmation du PAM fondée sur des données factuelles et les consultations menées avec les partenaires contribuent à clarifier le rôle de chacun. Le PAM travaillera avec le Gouvernement pour déterminer les lacunes et développer les capacités des homologues gouvernementaux et des partenaires selon les besoins. La préparation aux chocs climatiques, notamment le phénomène El Niño, et la gestion de leurs effets relèveront des activités liées aux objectifs stratégiques 3 et 4.

102. L'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés permettra de s'attaquer aux risques associés aux pertes de récoltes, au remboursement des crédits et aux prix. Dans le cadre d'un système de partage des risques, un fonds de garantie alimenté par des acheteurs, des banques, des institutions financières et des fournisseurs d'intrants cautionnera les prêts accordés aux exploitants agricoles. Les risques concernant le troisième niveau consistent notamment en interdictions d'exportation ou taxes imprévues. Le PAM se concertera régulièrement avec le Gouvernement à tous les niveaux pour favoriser la prise en main des responsabilités par les autorités nationales et l'inclusion dans le contexte de ces processus.
103. On s'attaquera aux inégalités hommes-femmes structurelles et aux normes et pratiques socioculturelles discriminatoires susceptibles d'entraver l'obtention des effets directs stratégiques, en s'appuyant systématiquement sur des analyses de la problématique hommes-femmes et sur une programmation favorisant l'évolution des relations entre hommes et femmes. Les effets négatifs sur la charge de travail des femmes et sur la qualité des aliments achetés seront réduits autant que possible grâce à des analyses de la problématique hommes-femmes, au ciblage, au renforcement des capacités en matière de manipulation et de stockage après récolte, et au recrutement d'une société d'inspection des produits alimentaires réputée. Les risques opérationnels associés aux transferts de type monétaire, y compris en matière de protection, seront atténués au moyen d'évaluations régulières des marchés, du maintien d'un bon rapport coût-efficacité et de l'emploi de modalités adaptées.
104. On limitera le risque de dégradation de la situation nutritionnelle au moyen d'un suivi et d'un renforcement des capacités des parties prenantes nationales en la matière et on fera face à toute augmentation des besoins nutritionnels en fournissant des aliments riches en nutriments.

Risques institutionnels

105. La région du nord-ouest est classée au niveau II selon le système de niveaux d'insécurité des Nations Unies et une autorisation est exigée pour les membres du PAM devant se rendre dans la région de Kigoma ou l'un quelconque des camps de réfugiés. Le PAM applique les normes minimales de sécurité opérationnelle et fait partie du système de sécurité commun des Nations Unies, dont le HCR est le coordonnateur.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Effet direct stratégique 1	41 069 536	101 757 016	107 491 161	100 184 457	39 163 781	389 665 952
Effet direct stratégique 2	4 703 197	8 073 455	9 050 056	6 796 140	3 964 270	32 587 118
Effet direct stratégique 3	2 609 057	4 288 698	4 654 257	5 549 702	4 325 653	21 427 368
Effet direct stratégique 4	2 307 418	1 773 470	1 738 460	1 862 929	1 054 748	8 737 025
Effet direct stratégique 5	518 858	826 011	744 660	705 470	462 896	3 257 895
Total	51 208 067	116 718 651	123 678 593	115 098 699	48 971 349	455 675 358

6.2 Perspectives de financement

106. Le budget du PSP pour la période allant de 2017 à 2021 s'élève à 455,7 millions de dollars. Les domaines thématiques correspondent aux intérêts des donateurs et se prêtent à la mobilisation de fonds; le PAM s'emploie à consulter les donateurs pour déterminer les domaines dans lesquels ils peuvent traduire leurs objectifs en opérations. Il respectera l'engagement d'allouer 15 pour cent des fonds à des activités favorisant l'égalité hommes-femmes, lesquelles sont définies et budgétisées dans le plan d'action relatif à la problématique hommes-femmes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

107. Une stratégie de mobilisation des ressources a été élaborée pour appuyer la mise en œuvre du PSP et le financement de son budget. La coopération habituelle du PAM avec le Gouvernement et les donateurs traditionnels sera complétée par des investissements plus importants de la part du secteur privé et de fonds mondiaux. Le plan d'action du PAM relatif aux partenariats en République-Unie de Tanzanie définit les actions susceptibles d'être menées avec des donateurs au titre de chaque effet direct stratégique.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE (2017-2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

Pays: République-Unie de Tanzanie

Date de démarrage du PSP: 01/07/2017 Date d'achèvement du PSP: 30/06/2021

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: *Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro*

Objectif stratégique 1: *Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation*

Résultat stratégique 1: *Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)*

Cibles nationales des ODD et indicateurs: politique nationale concernant les réfugiés (chapitre cinq, paragraphe 24).

Priorités de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies: effet direct: offre d'une assistance globale tenant compte des problèmes de protection et axée sur la recherche de solutions, et gestion des réfugiés et des flux migratoires

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les autres personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en République-Unie de Tanzanie sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

Prise en compte de la nutrition: oui

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Description WINGS: les bénéficiaires sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels

Catégorie d'effet direct correspondante 1.1: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

- 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille
- 1.1.2 Indice des stratégies de survie
- 1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
- 1.1.7 Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable
- 2.1.1 Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)
- 2.1.2 Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Hypothèses

L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait correctement à tout moment et tous les produits sont disponibles

CADRE LOGIQUE		
	2.1.4 Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement	
Produit 1.1: <i>Les réfugiés et les autres populations vulnérables bénéficient de transferts de type monétaire et/ou de vivres non assortis de conditions, pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2. Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p>	s. o.
Produit 1.2: <i>Les réfugiés et les autres bénéficiaires ciblés reçoivent des espèces et/ou des vivres, bénéficient de meilleures connaissances en matière de nutrition et/ou reçoivent des aliments nutritifs supplémentaires, afin d'améliorer leur état nutritionnel.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante B: Aliments nutritifs fournis</i></p> <p>B.1 Quantité de produits alimentaires enrichis fournis</p> <p>B.2 Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis</p> <p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation</i></p> <p>E.1 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p>	s. o.
Produit 2.1: <i>Les réfugiés et les communautés d'accueil bénéficient du fait que le Gouvernement accède à des évaluations factuelles de l'offre de possibilités de subsistance aux réfugiés, ce qui pourrait leur permettre d'obtenir un accès durable à la nourriture et d'améliorer leur résilience face aux chocs.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p>	s. o.

CADRE LOGIQUE		
Activité 1: Fournir des transferts de type monétaire et/ou de vivres aux réfugiés vivant dans les camps officiels. <i>Description WINGS: fournir des espèces et/ou des vivres aux réfugiés</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture¹</i>	s. o.
Activité 2: Fournir des données factuelles au Gouvernement et participer au dialogue sur les politiques. <i>Description WINGS: fournir des données factuelles et participer aux activités ayant trait aux politiques</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i>	s. o.
Objectif stratégique 2 Améliorer la nutrition		
Résultat stratégique 2 Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: plan d'action multisectoriel de la République-Unie de Tanzanie en matière de nutrition: les sept domaines clés de résultat.		
Priorités de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies: effet direct: accroissement de l'accès à des services nutritionnels équitables, de qualité et efficaces au profit des femmes et des enfants de moins de 5 ans.		
Effet direct stratégique 2: L'état nutritionnel des populations vulnérables des districts prioritaires s'est amélioré conformément aux objectifs nationaux d'ici à 2021 <i>Domaine d'action privilégié: causes profondes</i> <i>Description WINGS: amélioration de l'état nutritionnel de la population</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante 2.1: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées</i> 2.1.1 Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) 2.1.2 Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance) 2.1.3 Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable 2.1.4 Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement 2.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes 2.1.6 Score de capacité Faim zéro	Hypothèses D'autres organismes se chargent de certaines causes profondes de la dénutrition (comme le paludisme, les infestations parasitaires intestinales et les pratiques de soins et d'alimentation inadéquates), et des services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que des services sociaux sont disponibles.

¹ Englobe les distributions générales de vivres et tous les programmes nutritionnels.

CADRE LOGIQUE		
Produit 3.1: <i>Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à prévenir la malnutrition.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante B: Aliments nutritifs fournis</i></p> <p>B.1 Quantité de produits alimentaires enrichis fournis</p> <p>B.2 Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions</i></p> <p>A1. Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p>	s. o.
Produit 3.2: <i>Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à traiter la malnutrition.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante B: Aliments nutritifs fournis</i></p> <p>B.1 Quantité de produits alimentaires enrichis fournis</p> <p>B.2 Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante A2: Ressources assorties de conditions transférées</i></p> <p>A1. Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p>	s. o.
Produit 3.3: <i>Les personnes vulnérables bénéficient d'une meilleure connaissance des comportements et/ou des pratiques agricoles contribuant à une bonne nutrition, en vue d'améliorer leur état nutritionnel.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation</i></p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p> <p>A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués</p>	s. o.
Produit 4.1: <i>Les populations à risque bénéficient des capacités nationales renforcées et fondées sur des éléments factuels s'agissant de répondre aux besoins nutritionnels et notamment d'offrir aux individus un accès durable à une alimentation et à une nutrition adéquates et des services de santé complémentaires.</i> <i>Contribue aussi à l'ODD 3</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p>	s. o.

CADRE LOGIQUE		
<p>Activité 3: Assurer des services de nutrition à l'intention des populations à risque dans les districts ciblés. Description WINGS: fournir des services nutritionnels</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition</p>	<p>s. o.</p>
<p>Activité 4: Renforcer les capacités des organismes publics participant aux programmes de nutrition. Description WINGS: assurer le renforcement des capacités du Gouvernement</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</p>	<p>s. o.</p>
<p>Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire</p>		
<p>Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (Cible 3 de l'ODD 2)</p>		
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs: programme de développement du secteur agricole, objectif de développement: transformer le secteur agricole en vue de favoriser l'accroissement de la productivité, la compétitivité, le niveau de commercialisation des produits et les revenus des petits exploitants, dans le but d'améliorer les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition.</p>		
<p>Priorités de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies: effet direct: l'économie se transforme de plus en plus et devient plus inclusive et favorable aux pauvres et plus compétitive, et elle offre davantage de possibilités d'emploi décent et productif. Effet direct: amélioration de l'environnement, des ressources naturelles, de la gestion du changement climatique, de l'accès à l'énergie et de la gestion des risques de catastrophe.</p>		
<p>Effet direct stratégique 3: Les petits exploitants ciblés dans les districts prioritaires bénéficient d'un meilleur accès aux marchés agricoles d'ici à 2030 Prise en compte de la nutrition: oui Domaine d'action privilégié: causes profondes Description WINGS: accroissement de l'accès des petits exploitants aux marchés</p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante 3.1: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants</p> <p>3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM</p> <p>3.1.2 Proportion de pertes après récolte</p> <p>3.1.3 Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM</p> <p>3.1.4 Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe</p>	<p>Hypothèses</p> <p>Les parties prenantes prennent des mesures pour atténuer les effets du changement climatique ou favoriser l'adaptation, et appuient l'agriculture intelligente face au climat</p>

CADRE LOGIQUE		
Produit 5.1: <i>Les petits exploitants ciblés tirent parti de l'appui du PAM en faveur des filières pour accéder plus facilement à des marchés lucratifs et améliorer leurs revenus.</i> <i>Contribue aussi à l'ODD 5</i>	<i>Catégorie de produit correspondante F: Achats effectués auprès de petits exploitants</i> F.1 Nombre de petits exploitants recevant un appui/une formation	s. o.
Produit 5.2: <i>Les petits exploitants ciblés tirent parti de la disponibilité accrue de services financiers et d'assurance pour améliorer leur production et leurs revenus.</i> <i>Contribue aussi à l'ODD 5</i>	<i>Catégorie de produit correspondante G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités²</i> G.1 Nombre de personnes ayant souscrit une police d'assurance par le biais de la création d'actifs G.2 Montant total des primes payées par le biais de la création d'actifs G.3 Montant total assuré par le biais de la création d'actifs G.4 Nombre de produits et services financiers commercialement viables mis au point G.6 Nombre de partenariats publics, privés et mixtes au service du financement des solutions au problème de la faim	s. o.
Produit 6.1: <i>Les petits exploitants ciblés tirent parti de la disponibilité accrue de services et de produits d'agriculture intelligente face au climat pour améliorer leur productivité et leurs revenus et atténuer les effets négatifs du changement climatique.</i> <i>Contribue aussi à l'ODD 13</i>	<i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i> C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	s. o.
Produit 6.2: <i>Les petits exploitants ciblés tirent parti d'un meilleur accès aux infrastructures familiales et communautaires de stockage pour réduire les pertes après récolte et améliorer leurs revenus.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés</i> L.1 Nombre de travaux d'infrastructure mis en œuvre, par type L.2 Montant des investissements consacrés à l'équipement, par type	s. o.
Activité 5: <i>Fournir un appui en faveur des filières à l'intention des petits exploitants.</i> <i>Description WINGS: appui en faveur des filières à l'intention des petits exploitants</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 7: Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants</i>	s. o.

² Les ressources financières et les services d'assurance seront rattachés à l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés, la création d'actifs n'étant pas prévue au titre de ce produit.

CADRE LOGIQUE		
Activité 6: Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat et la diversification des cultures auprès des petits exploitants. <i>Description WINGS: agriculture intelligente face au climat/diversification des cultures</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 7: Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants</i>	s. o.
Résultats transversaux		
Résultat transversal 1: Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences	C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes	Un mécanisme de remontée de l'information est en place et est accessible à l'ensemble des réfugiés
Résultat transversal 2: Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité	C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection	Le niveau et les normes de sécurité dans les camps demeurent conformes aux prescriptions
Résultat transversal 3: L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM	C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.) C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité	Le PAM et ses partenaires continuent de s'attacher à sensibiliser les réfugiés à la problématique hommes-femmes
Résultat transversal 4: Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement	C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin	

CADRE LOGIQUE		
But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>		
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>		
Résultat stratégique 5: <i>Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)</i>		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: objectifs 3, 4, 5 et 6 du cadre national de protection sociale		
Priorités de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies: effet direct: élargissement de la couverture d'un système de protection sociale complet, intégré et accessible à tous, en particulier aux populations pauvres et vulnérables Effet direct: amélioration de l'environnement, des ressources naturelles, de la gestion du changement climatique, de l'accès à l'énergie et de la gestion des risques de catastrophe		
Effet direct stratégique 4: Les systèmes tanzaniens de gestion des catastrophes et de protection sociale apportent une réponse fiable aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, tout au long de l'année, y compris en période de crise <i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i> <i>Description WINGS: fiabilité des systèmes de gestion des catastrophes/protection sociale</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante 5.1: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel</i> 5.1.1 Score de capacité Faim zéro	Hypothèses Aucune situation d'urgence majeure susceptible d'avoir des répercussions sur les moyens d'existence de la population ciblée ne se produit
Produit 7.1: <i>Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient du fait que le Gouvernement est plus à même d'élaborer et de gérer des filets de sécurité et, partant, de mieux satisfaire leurs besoins essentiels.</i> <i>Contribue aussi à l'ODD 1</i>	<i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i> C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	s. o.
Produit 7.2: <i>Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient du fait que le Gouvernement est plus à même d'étendre les filets de sécurité en cas de choc et, partant, de satisfaire leurs besoins essentiels sans interruption.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i> C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	s. o.

CADRE LOGIQUE		
<p>Produit 7.3: Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées bénéficient de la construction d'actifs communautaires pérennes contribuant à améliorer la sécurité alimentaire.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A2: Ressources assorties de conditions transférées</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2. Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante D: Actifs créés</i></p> <p>D.1 Nombre d'actifs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	s. o.
<p>Produit 8.1: Les communautés vulnérables en République-Unie de Tanzanie bénéficient du fait que le PAM assure des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information à l'intention des partenaires de développement, et bénéficient aussi du renforcement des capacités de ces partenaires qui contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et des programmes humanitaires.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i></p> <p>H.1 Nombre de services partagés fournis, par type</p> <p>H.4 Volume total des cargaisons transportées</p> <p>H.5 Pourcentage de la capacité de fret mise à disposition par rapport à la capacité totale demandée</p>	s. o.
<p>Activité 7: Aider à renforcer les capacités des organismes publics chargés de la sécurité alimentaire.</p> <p>Description WINGS: renforcement des capacités des organismes publics chargés de la sécurité alimentaire</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i></p>	s. o.
<p>Activité 8: Mettre à la disposition des partenaires des moyens, des connaissances spécialisées et des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information.</p> <p>Description WINGS: capacités et services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes</i></p>	s. o.

CADRE LOGIQUE

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (Cible 16 de l'ODD 17)

Cibles nationales des ODD et indicateurs: plan quinquennal de développement de la République-Unie de Tanzanie, Annexe A: Innovations

Priorités de la phase II du plan d'aide au développement des Nations Unies: effet direct: l'économie se transforme de plus en plus et devient plus inclusive et favorable aux pauvres et plus compétitive, et elle offre davantage de possibilités d'emploi décent et productif.

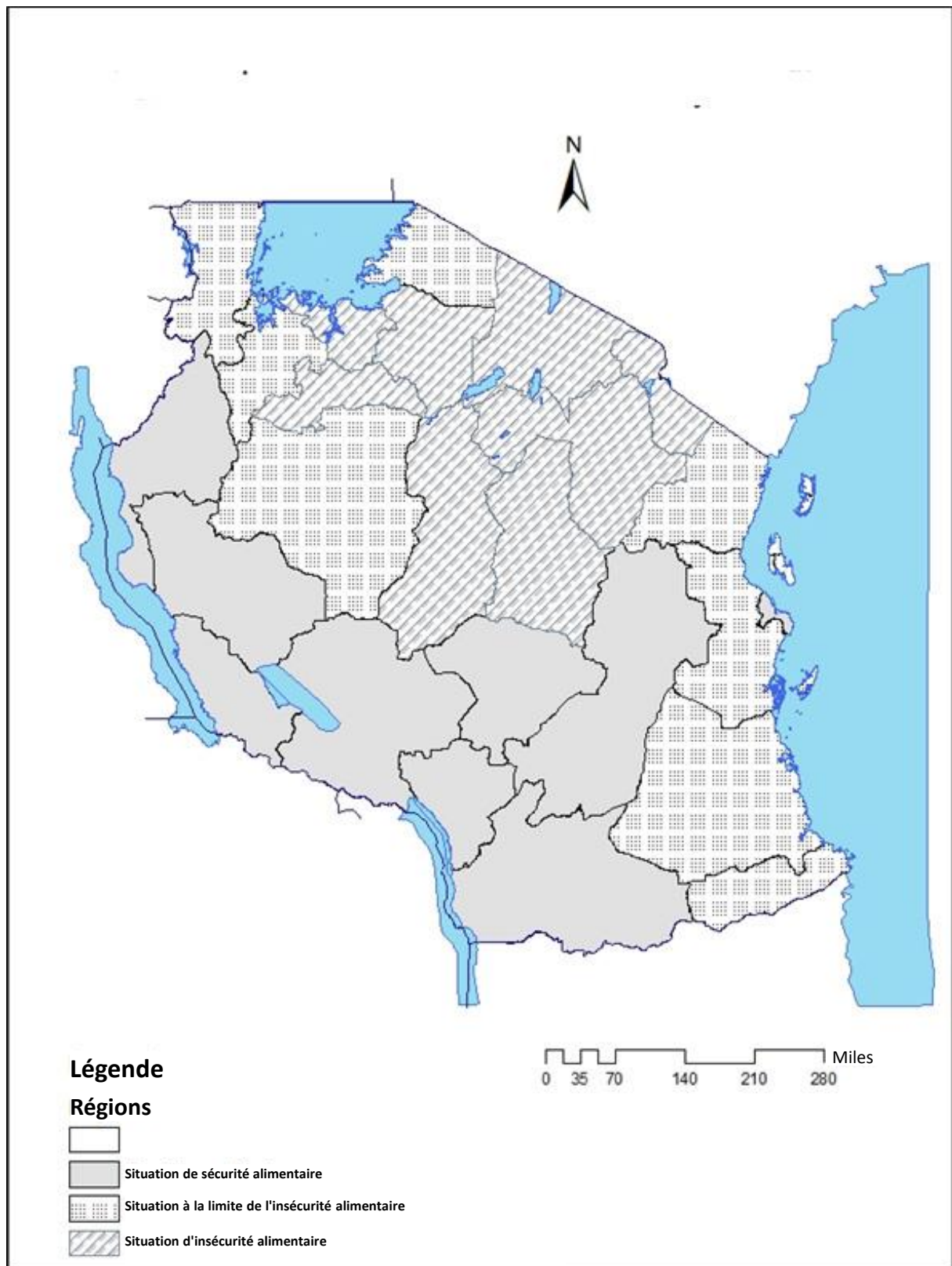
Effet direct stratégique 5: Le PAM et ses partenaires, en République-Unie de Tanzanie et ailleurs, bénéficient d'un appui visant la promotion, l'expérimentation, l'amélioration et le déploiement à plus grande échelle des innovations qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030 <i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i> <i>Description WINGS: transposer l'innovation à plus grande échelle</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante 8.2: Renforcement des partenariats stratégiques noués avec les secteurs public et privé, les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires opérationnels</i> 5.1.1 Efficacité, cohérence et résultats des partenariats (tels qu'établis par un examen qualitatif)	Hypothèses Le contexte politique et normatif demeure propice aux partenariats public-privé en République-Unie de Tanzanie
Produit 9.1: Les personnes vulnérables en République-Unie de Tanzanie bénéficient du fait que les partenaires humanitaires et les partenaires de développement disposent d'un meilleur accès à des programmes d'assistance innovants, car elles reçoivent ainsi un soutien plus efficace, y compris en temps de crise. <i>Contribue aussi à l'ODD 3</i>	<i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i> H.1 Nombre de services partagés fournis, par type	s. o.
Activité 9: Apporter aux partenaires et aux populations ciblées un soutien axé sur l'innovation. <i>Description WINGS: mettre des innovations à la disposition des partenaires</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes</i>	s. o.

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ Cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ Cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ Cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8/ Cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	327 728 398	26 817 415	14 374 334	6 784 736	1 800 255	377 505 139
Mise en œuvre	16 451 503	1 990 441	4 506 935	937 844	1 077 744	24 964 467
Coûts d'appui directs ajustés (%)	19 993 885	1 647 394	1 144 308	442 864	166 763	23 395 214
Total partiel	364 173 786	30 455 250	20 025 577	8 165 444	3 044 762	425 864 820
Coûts d'appui indirects (7%)	25 492 165	2 131 868	1 401 790	571 581	213 133	29 810 537
Total	389 665 952	32 587 118	21 427 368	8 737 025	3 257 895	455 675 358

ANNEXE III

Profil de la sécurité alimentaire de la République-Unie de Tanzanie



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants